

**Francophonie - Entretien de M.  
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire  
d'État auprès du ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères  
avec «TV5-Monde»  
(Paris, 24 novembre 2017)**

Q - La Francophonie réunit ce week-end à Paris, à l'occasion de sa 34<sup>e</sup> conférence ministérielle, 84 pays membres observateurs de la Francophonie. Le thème de cette conférence ministérielle cette année est avant tout économique, ce sont les économies nouvelles, ou comment produire des richesses qui créent des emplois, mais qui respectent aussi l'environnement et qui participent au développement durable. On peut dire que c'est un programme ambitieux pour cette conférence et notamment pour l'Afrique ?

R - Nous sommes ravis de voir qu'effectivement la francophonie est de plain-pied dans tous les défis qui sont au cœur des enjeux du monde. Le climat par exemple, car dès lors que nous parlons de nouvelles économies, ce sont les économies bleues, les économies vertes. Il ne vous aura pas échappé que le 12 décembre la France accueillera un grand sommet sur le climat, souhaité par le président de la République Emmanuel Macron. Le fait de pouvoir évoquer tous ces sujets et prendre des résolutions montre que les pays qui ont le français en partage s'inscrivent résolument dans une démarche progressiste.

Q - Mais la Francophonie, c'est plus que la défense du français et le partage du français vous venez de le dire, car il y a cette dimension économique et politique.

R - Bien sûr, c'est une dimension économique, politique, sociale et c'est un espace de liberté pour tous les peuples et toutes les populations.

En France, je tiens à prendre mon bâton de pèlerin pour que, justement, les Français aient bien conscience que l'espace francophone, c'est aussi pour eux l'occasion de se confronter à d'autres cultures, d'avoir des opportunités d'échanges, de travail et d'études, parce que le paradoxe, c'est que souvent, les Français ne se projettent peut-être pas complètement dans cet espace francophone. En effet, la langue chez nous n'est pas menacée, elle n'est pas minorisée.

Q - Et les Français ne se rendent peut-être pas compte des atouts que représente la Francophonie ?

R - Exactement et je pense qu'il y a tout un travail à faire. Je m'y suis attelé. Leïla Slimani oeuvre sur ce terrain pour avoir une parole forte.

Q - Vous venez d'évoquer Leïla Slimani, j'allais vous en parler. C'est une écrivaine franco-marocaine qui a été nommée début novembre je cite : «représentante personnelle» du président Macron pour la Francophonie. Allez-vous travailler ensemble ?

R - Bien sûr et nous travaillons d'ores et déjà ensemble. Aujourd'hui, elle siègeait au comité permanent et demain je siège à la ministérielle. Tout cela, nous le faisons de concert.

Je crois qu'il y a une Francophonie institutionnelle, nous y sommes pleinement engagés, et nous avons aussi envie de faire rayonner la Francophonie sous toutes ses facettes : l'entrepreneuriat, la jeunesse, l'éducation.

Q - L'organisation internationale de la Francophonie n'a pas beaucoup de moyens, comment peut-elle agir concrètement sur le terrain pour aider l'Afrique ?

R - Vous savez, en matière d'éducation par exemple, l'OIF a ouvert à Dakar il y a quelques semaines - j'étais présent - un institut de formation et d'éducation francophone qui va permettre d'apporter des outils pour un certain nombre de professeurs, d'instituteurs et de formateurs. L'idée, c'est de parvenir à développer de très bonnes pratiques, parce que c'est l'enjeu clef. Nous nous retrouverons d'ailleurs à Dakar en février prochain autour des présidents Macron et Sall pour reconstituer des fonds et faire en sorte qu'il y ait un partenariat mondial pour l'éducation qui soit fort. Je crois que l'éducation est la clef de tout, y compris la lutte contre la radicalisation. On a bien vu l'actualité tragique du jour, et face à cela, il faut avant tout semer de l'éducation.

Q - On parle d'éducation et d'économie, il y a aussi l'aspect politique. La Francophonie a une ambition déclarée de soutenir et de promouvoir les droits de l'Homme et la démocratie, notamment des élections libres dans les pays africains. Si on ne parle que des pays africains, on ne peut pas dire que le bilan démocratique soit très brillant. Comment la Francophonie peut-elle aider à faire progresser la démocratie en Afrique ?

R - Un certain nombre de pays ont connu des alternances et c'est heureux. Il reste en effet des situations qui parfois sont préoccupantes. De ce point de vue-là, je crois que toutes les énergies sont les bienvenues, toutes les bonnes volontés qui peuvent aider à la médiation, à la transition sont heureuses.

De ce point de vue-là, l'OIF organise régulièrement des missions sur certains pays. Tout cela se conjugue avec l'engagement de la France et avec celui des Nations unies.

Je le redis, c'est une enceinte qui a son utilité aussi./.